



Ensemble pour le Soutien des Défenseurs
des Droits Humains en danger

DECLARATION SUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES ET COMMUNALES DE JUIN 2025 COURONNEES DE TERREUR ET DE TENSION AU BURUNDI

Au Burundi, la campagne électorale pour les législatives et les communales a été lancée par la CENI en date du 13 mai 2025 à Gitega et a vu la participation des hauts cadres du pays commencer par le Président de la République Evariste Ndayishimiye.

Les élections législatives et communales prévues le 5 juin 2025, suscitent des préoccupations importantes concernant le climat politique inquiétant. Plusieurs sources ont exprimé de sérieuses préoccupations concernant les élections législatives et communales en vue. Un environnement tendu et des allégations de neutralisation de l'opposition sur la scène politique au Burundi par le parti CNDD-FDD au pouvoir depuis 2005.

L'Association Ensemble pour le Soutien des Défenseurs des Droits Humains en danger (ESDDH) s'inquiète de la détérioration de la situation des droits humains au Burundi et l'impunité qui persistent durant la campagne électorale 2025 en cours.

Bien que les autorités burundaises insistent sur la tenue d'élections libres, transparentes et pacifiques, les rapports des organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme et de la société civile montrent une image préoccupante où la "terreur" se manifeste par des actes d'intimidations, des répressions, la montée de l'intolérance politique engendre un climat de peur et affectent la liberté et l'équité du processus électoral contre les membres des partis de l'opposition, les journalistes et les défenseurs des droits humains.

Les années précédentes, le pays a traversé des périodes électorales troubles comme il en est le cas en 2015 qui a connu une forte répression et la population s'inquiète des résultats des prochaines élections.

Différents rapports montrent un contexte de tension persistante que partout dans le pays, la campagne électorale en cours connaît diverses violences commises par les Imbonerakure en particulier

- **Une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) moins crédible :** La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est considérée comme manquant d'indépendance, ce qui signifie qu'il y a des doutes et des inquiétudes sur la crédibilité des résultats des élections législatives et communales en vue.
- **Une intolérance politique et répression :** Le climat pré-électoral est caractérisé par une intolérance politique croissante. Des actes d'intimidation, des agressions physiques et des discours publics défavorables pour certains, des arrestations arbitraires des meurtres de personnes soupçonnées d'être des opposants, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des citoyens ordinaires sont signalés. Ces actes sont souvent commis par administratifs à la base, membres de CNDD-FDD et des Imbonerakure jeunes affiliés au parti au pouvoir et d'autres.
- **Une impunité et un climat de peur accru :** Une réelle impunité pour diverses violations des droits humains se fait remarquer et le climat de peur et désespoir envahissent la population surtout les jeunes de l'opposition en particulier. Les groupes de jeunes du parti au pouvoir, les "Imbonerakure", sont accusés de commettre des abus contre la population.
- **Une neutralité douteuse des institutions :** Les membres du parti au pouvoir seraient impliqués dans les actes de violations des droits humains pour faire taire les autres partis en compétition. Quant au président de la République Évariste Ndayishimiye avait pourtant appelé à la neutralité des administratifs et des forces de l'ordre, et avait mis en garde contre toute personne qui tenterait



de perturber les élections. Mais aucune mesure pour arrêter les violences qui persistent n'est prise.

- **Une violation flagrante de la liberté de réunion** : Le droit à la liberté de réunions des partis qui ne sont pas au pouvoir est sévèrement limité. Cela affecte la capacité des candidats et des partis d'opposition à faire campagne et à mobiliser leurs partisans.
- **Contexte sécuritaire régional tendu** : La situation sécuritaire régionale est marquée par l'intensification des conflits dans l'est de la République Démocratique du Congo, risque de perturber les élections surtout dans les zones frontalières avec la RDC.

Au regard de cet état de chose, ESDDH recommande ce qui suit »

1. Au gouvernement

- Démanteler les Imbonerakure qui présentement commettent diverses violences en toute impunité à l'encontre des opposants politiques, des défenseurs des droits humains et des journalistes et assurer la protection de tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance politique.
- Rassurer la liberté de réunion pour la conduite des élections libres, inclusives et indépendantes en assurant la liberté des candidats aux élections pour rencontrer leurs partisans
- Protéger l'espace civique et soutenir les défenseurs des droits humains et des Journalistes compris la cessation de leurs arrestation les attaques contre les voix dissidentes et permettre aux OSC de faire librement un monitoring électoral

2. A la communauté internationale

- Soutenir les initiatives de paix au Burundi tout en imposant des sanctions ciblées contre les responsables de violations des droits humains
- Offrir une assistance technique pour les réformes institutionnelles au Burundi en privilégiant le respect des standards internationaux en matière des droits humains et la bonne gouvernance

3. Aux organisations de la société civile et aux médias

De poursuivre le travail de monitoring et dénonciation des cas de violation des droits humains y compris en lien avec les élections

4. A la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

Agir avec impartialité pour que tous les acteurs politiques soient rassurés d'un processus électoral crédible, transparent et inclusif.

5. Au Conseil National de la Communication du Burundi (CNC)

Garantir l'indépendance et l'équité des médias publics et privés et ne pas les limiter dans la médiatisation électorale en temps réel

Signée le 31 mai 2025

Rukuki Germain

Président de ESDDH

Contact :0032 465 30 42 88